

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/30419]

11 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'agrément et au subventionnement de services de support en matière de médecine préventive et de promotion de la santé, du service opérationnel en matière de promotion de la santé buccodentaire et d'opérateurs de formation dans le domaine de la promotion de la santé à l'école

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, article 61, 3° et 5°;

Vu la proposition du Conseil d'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu le « test genre » du 11 décembre 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2020;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Vu l'avis n° 68.535/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il importe que les programmes de médecine préventive et la politique de promotion de la santé à l'école menés par l'Office puissent bénéficier de l'expérience et du support de services externes selon les besoins identifiés par l'Office;

Considérant le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 3;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;

2° Office : Office de la Naissance et de l'Enfance;

3° Service de support : le service visé à l'article 4, § 1^{er} du présent arrêté;

4° Service opérationnel buccodentaire : le service agréé au sens du présent arrêté en ce qui concerne l'exécution de la mission transversale en matière de promotion de la santé buccodentaire;

5° Opérateur de formation : le service organisant des formations à destination des équipes PSE visées au 7°;

6° PSE : la promotion de la santé à l'école, telle que visée par le décret du 14 mars 2019 relatif à la Promotion de la santé à l'école et dans l'Enseignement supérieur hors universités;

7° équipes PSE : les services de promotion de la santé à l'école agréés en vertu du décret du 14 mars 2019 relatif à la Promotion de la santé à l'école et dans l'Enseignement supérieur hors universités et les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, dont les missions sont définies à l'article 6 du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux et qui exercent également les missions prévues par le décret relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités au bénéfice des établissements scolaires, des hautes écoles et des écoles supérieures des arts organisés par la Communauté française.

Art. 2. L'Office peut agréer et subventionner pour quatre ans des services de support et un service opérationnel buccodentaire.

Art. 3. L'Office peut agréer et subventionner pour cinq ans des opérateurs de formation dans les domaines de la PSE. La prise d'effet de l'agrément est fixée lors de la décision.

CHAPITRE 2. — Missions des services de support et du service opérationnel buccodentaire

Art. 4. § 1er. Les services de support sont des institutions ou services qui ont pour mission d'apporter un support logistique et méthodologique dans un ou plusieurs des domaines suivants du champ des missions de l'Office :

1° appui à l'Office dans le cadre de la PSE pour une ou plusieurs des actions suivantes : l'élaboration, la planification, la mise en œuvre, l'évaluation des politiques et programmes de santé de l'Office pour le secteur PSE.

Cet appui peut prendre la forme d'un accompagnement méthodologique, d'un apport de compétences externes en sciences politiques et méthodologies participatives, d'un apport à l'utilisation d'outils;

2° documentation :

a) favoriser l'accès à l'information et à la documentation scientifique et professionnelle en promotion de la santé en lien avec les missions de l'Office;

b) intégrer des ressources de l'Office dans le portail et catalogue commun;

c) assurer une veille documentaire en Promotion Santé et en diffuser les résultats au travers des moyens de communications établis par l'Office vers les équipes PSE;

d) traiter et utiliser l'information scientifique disponible en promotion de la santé en lien avec les missions de l'Office : réaliser des revues scientifiques de littérature sur des thématiques et des pratiques en lien avec la promotion de la santé et les compétences de l'Office, réaliser des recueils documentaires sur des thématiques en lien avec les compétences de l'Office;

3° communication. Les axes suivants sont développés :

- a) information des équipes PSE en collaboration avec l'Office;
- b) expertise en matière d'information et d'animation dans le domaine de la communication en santé dans le cadre des missions de l'Office. Appui à la réalisation d'outils, de colloque, de séances d'information en lien avec la santé des publics de l'Office. Participation à des groupes de travail sur des thématiques santé traitées par l'Office;
- c) support et gestion de sites internet sur les matières santé de la compétence de l'Office : création, construction, alimentation, maintenance et évaluation des sites en collaboration avec l'Office;
- d) support pour la création de campagne d'information et de sensibilisation en matière de santé dans le cadre des missions de l'Office. Construction, mise en œuvre et évaluation des campagnes;

4° recherche ou analyse de données :

- a) la réalisation de la partie belge francophone de l'enquête Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) menée sous l'égide de l'OMS tous les 4 ans, le cas échéant en collaboration avec d'autres entités fédérées compétentes en promotion de la santé;
- b) le recueil de données sanitaires en PSE en collaboration avec l'Office : contrôle de qualité et corrections, retro-information aux équipes PSE, analyses des données, appui technique dans la réflexion sur les items du recueil, réflexion sur les indicateurs en collaboration avec le comité de pilotage du recueil;
- c) support/expertise en analyse quantitative et qualitative en matière de santé : appui technique et scientifique dans la réalisation d'enquêtes et de recherches à visée épidémiologique menées par l'Office.

§ 2. Ce support est apporté à l'Office ainsi qu'aux services externes désignés par l'Office. Les services de support travaillent en étroite collaboration avec l'Office.

§ 3. Les activités et tâches contribuant à la réalisation des missions de chaque service sont détaillées par l'Office, en accord avec le service, sous forme d'un plan d'activités annuel. Le plan d'activités comprend :

- a) une description des activités et tâches qui contribuent à la réalisation des missions;
- b) une description des livrables;
- c) un planning des activités;
- d) le coût total pour l'année détaillé par activités.

§ 4. L'Office attribue une subvention au service pour réaliser les activités annuelles.

Pour des activités qui sont identiques d'une année à l'autre, le montant de la subvention est indexé en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année où il est recouru à l'indexation et celui du mois de janvier de la première année couverte par le plan d'activités annuel.

En tout état de cause, le montant indexé ne peut jamais être inférieur à celui de la subvention de l'année précédente.

Art. 5. § 1er. Le service opérationnel buccodentaire a pour mission le développement d'un programme de prévention et de promotion de la santé bucco-dentaire à l'adresse des enfants, adolescents, des jeunes adultes et des femmes enceintes. L'objectif suivant est poursuivi : améliorer ou maintenir le niveau de santé bucco-dentaire des publics ciblés en visant principalement la réduction des inégalités sociales de santé.

Les axes suivants sont mis en œuvre :

- la sensibilisation du grand public;
- la sensibilisation des lieux d'actions clés qui s'occupent d'enfants (écoles, lieux d'accueil de l'enfant, consultations médicales, ...) avec l'accent mis sur la réduction des inégalités sociales de santé;
- la formation des professionnels relais autour de l'enfance (travailleurs médico-sociaux de l'Office, médecins de consultations de l'Office, accueillants en milieu d'accueil, service de PSE, dentistes, médecins généralistes, ...). Les travailleurs de l'Office et des services PSE sont prioritaires;
- la conception et la production d'outils de communication et de sensibilisation à l'attention des familles mais aussi des professionnels-relais en collaboration avec l'Office;
- la participation à des lieux de rencontre et d'échange des professionnels-relais;
- le développement d'indicateurs permettant de suivre la santé dentaire des enfants fréquentant les écoles et les milieux ONE;
- l'identification de priorités nouvelles notamment en termes de public cible, de public-relais et de besoins de santé;
- le développement de recommandations actualisées en matière de santé bucco-dentaire des enfants et adolescents;
- le suivi épidémiologique de la santé bucco-dentaire en lien notamment avec les données socio-économiques de l'INAMI;
- un travail de relais auprès de l'INAMI visant la prise en compte des besoins en matière de santé bucco-dentaire préventive.

§ 2. Les activités et tâches contribuant à la réalisation des missions du service opérationnel buccodentaire sont détaillées par l'Office, en accord avec le service, sous forme d'un plan d'activités annuel. Le plan d'activités comprend :

- a) une description des activités annuelles qui contribuent à la réalisation des missions;
- b) une description des livrables;
- c) un planning des activités;
- d) le coût total pour l'année détaillé par activités.

§ 3. L'Office attribue une subvention au service pour réaliser les activités annuelles.

Pour des activités qui sont identiques d'une année à l'autre, le montant de la subvention est indexé en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année où il est recouru à l'indexation et celui du mois de janvier de la première année couverte par le plan d'activités annuel.

En tout état de cause, le montant indexé ne peut jamais être inférieur à celui de la subvention de l'année précédente.

CHAPITRE 3. — *Missions des opérateurs de formation*

Art. 6. Au moins tous les cinq ans, le Gouvernement arrête un programme de formation continue pour les professionnels du secteur de la PSE sur proposition de l'Office.

L'Office transmet sa proposition au Gouvernement au plus tard pour le 31 décembre de l'année précédant le démarrage du programme.

Ce programme est décliné en plans annuels fixés par l'Office.

Le programme porte sur l'approfondissement des notions de base acquises lors de la formation initiale pour les professionnels de la PSE.

Ce programme peut faire l'objet d'une présentation conjointe avec les programmes d'autres professionnels du secteur de l'enfance.

La mise en œuvre du programme est confiée aux opérateurs de formation suivants : les opérateurs de formation agréés sur base du présent arrêté et les organismes d'enseignement habilités à délivrer des diplômes et certificats dans le champ de la promotion de la santé.

Art. 7. Les opérateurs de formation ont pour mission de proposer et de mettre en œuvre, en articulation avec le Programme de formation et les plans annuels qui en découlent, des modules de formation continue des professionnels de la PSE en ce compris la formation théorique et pratique sur des connaissances et compétences liées à leurs missions.

CHAPITRE 4. — *Conditions et procédure d'agrément communes à tous les opérateurs de formation*

Art. 8. L'opérateur de formation doit être une personne morale de droit public ou de droit privé ne poursuivant aucun but lucratif.

L'opérateur de formation ne doit avoir aucun lien avec des firmes commerciales ou pharmaceutiques.

Art. 9. L'opérateur de formation respecte les valeurs de l'Office telles que définies au sein du contrat de gestion de l'Office visé à l'article 26 du décret, suit les orientations stratégiques choisies par ou avec l'Office et travaille en concertation et dans la transparence avec l'Office et avec les bénéficiaires.

Art. 10. L'Office accuse réception par courriel de la demande d'agrément dans les 15 jours après réception de celle-ci.

Art. 11. L'Office est immédiatement informé de tout changement qui interviendrait dans les données communiquées dans la demande initiale.

CHAPITRE 5. — *Spécificité des services de support et du service opérationnel buccodentaire : conditions et procédure d'agrément*

Art. 12. Le service doit disposer d'une expérience d'au moins trois années dans le ou les domaines pour lesquels il sollicite un agrément.

Art. 13. Le service répond, dans les deux mois de la date de sa parution sur les réseaux de communication de l'Office et du secteur de la Promotion de la santé, à un appel public à candidatures organisé par l'Office et diffusé via les réseaux de communication de l'Office et du secteur de la Promotion de la santé.

Cet appel public est réalisé tous les quatre ans, douze mois avant l'échéance des agréments.

L'appel à candidatures permettra aux services externes de proposer ses services pour une ou plusieurs des missions détaillées aux articles 4 et 5.

Art. 14. Sur base de cet appel, le service introduit une demande d'agrément auprès de l'Office pour un ou plusieurs des domaines repris aux articles 4, § 1er, et de la mission de l'article 5, § 1er.

La demande comprend :

a) la dénomination, l'adresse, le numéro d'entreprise, la composition des organes dirigeants, le responsable de la gestion journalière, le compte bancaire du service;

b) une description de l'équipe et de l'expérience acquise. Le cas échéant, lorsqu'un service a déjà bénéficié d'un agrément pour cette mission, il ajoutera une auto-évaluation dans sa demande;

c) une description de ce qu'il peut apporter à la réalisation des missions pour lesquelles il postule.

Les descriptions présentées par le candidat doivent permettre à l'Office d'estimer la capacité et les compétences du service pour réaliser les missions dans le respect du décret, du contrat de gestion de l'Office et du présent arrêté.

Art. 15. L'Office s'assure que le service répond aux missions attendues et statue sur la demande dans un délai de cent vingt jours à dater de la date ultime fixée dans l'appel à candidature pour le dépôt des candidatures. Il informe immédiatement le service de la décision par courriel.

Art. 16. L'Office ne peut agréer qu'un seul service par domaines visés à l'article 4, § 1er, et pour la mission visée à l'article 5, § 1er, sur la base des critères suivants :

a) l'expertise dans le domaine pour lequel le service pose sa candidature, en particulier les qualifications initiales et l'expérience.

b) la pertinence et la cohérence des orientations de travail du service au regard du contenu du présent arrêté.

CHAPITRE 6. — *Spécificités des opérateurs de formation : conditions et procédure d'agrément*

Art. 17. § 1^{er}. Au plus tard le 1^{er} mars de l'année où débute le programme de formation continue visé à l'article 6, les opérateurs de formation déposent un dossier de candidature à l'agrément selon un canevas de demande établi par l'Office et publié sur le site internet de ce dernier.

§ 2. Avec la demande d'agrément, l'opérateur dépose un dossier de subventionnement pour la première année d'activités.

§ 3. Chaque année, pour le 1^{er} mars au plus tard, les opérateurs de formation agréés proposent pour l'année suivante un nouveau dossier de subventionnement, selon le Programme de formation continue visé à l'article 6 et le plan annuel.

Art. 18. Les opérateurs de formation et les modules de formation compris dans leur programme sont retenus pour l'agrément et pour le subventionnement selon les critères décrits dans le Programme de formation continue visé à l'article 6.

Art. 19. Le dossier d'agrément à introduire comprend :

1. La présentation de l'opérateur de formation reprenant notamment :

a) la dénomination, l'adresse, le numéro d'entreprise, la composition des organes dirigeants, le responsable de la gestion journalière, le compte bancaire de l'opérateur;

b) une description des objectifs et des méthodologies;

c) le bilan des formations organisées dans le secteur de la PSE;

d) Les identités et qualifications des formateurs actifs dans le secteur de la PSE.

2. La présentation de son offre de formation, reprenant :

a) une présentation générale faisant la preuve qu'il s'inscrit dans le cadre du programme visé à l'article 6;

b) la description de ce(s) module(s) fournie par l'opérateur à l'Office sur base d'une grille standardisée déterminée par et publiée sur le site internet de l'Office. Les périodes concernées pour la réalisation du programme de formation par l'opérateur, et des modules qu'il contient, débutent un 1^{er} octobre et se terminent un 30 septembre.

Art. 20. L'Office statue sur la demande d'agrément au plus tard le 31 mai de l'année où débute le programme de formation continue visé à l'article 6. Il informe immédiatement l'opérateur de formation de la décision par courriel.

Art. 21. Chaque année, l'opérateur de formation agréé communique à l'Office, au plus tard pour le 15 mai, le contenu précis du (des) modules de formation prévu(s) pour l'année suivante. Il reprend les mêmes éléments que ceux qui sont requis dans le dossier d'agrément à l'article 19, 2., pour la première année.

CHAPITRE 7. — *Subventions*

Art. 22. § 1er. L'Office octroie à chaque service de support et service opérationnel bucco-dentaire agréés une subvention annuelle permettant la réalisation du plan d'activités qui permet de remplir les missions de l'agrément.

Cette subvention sert à couvrir des frais de fonctionnement, d'achat de matériel et des frais de personnel.

§ 2. Les services ne peuvent demander aucune rétribution aux tiers pour les services qu'ils rendent dans le cadre des missions qui leur sont confiées.

§ 3. Les modalités de liquidation de la subvention sont précisées par l'Office au service chaque année au moment de la détermination du plan d'activités.

Art. 23. § 1er. L'Office octroie une subvention aux opérateurs de formation agréés sur base des propositions de formations transmises annuellement et retenues par l'Office selon les critères énoncés dans le programme de formation continue visé à l'article 6.

Cette subvention sert à couvrir des frais de fonctionnement, d'achat de matériel et des frais de personnel.

§ 2. Les forfaits des subventions accordées aux opérateurs de formation sont déterminés dans le contrat de gestion de l'Office visé à l'article 26 du décret.

§ 3. La subvention consiste en une enveloppe annuelle calculée sur la base de forfaits journaliers, multipliés par le nombre de journées de formation prévues au sein des modules de formation tels que déclarés par l'opérateur de formation dans sa présentation visée à l'article 19 et retenus par l'Office.

§ 4. La subvention est liquidée annuellement et couvre une période qui s'étend depuis le mois d'octobre jusqu'au mois de septembre de l'année suivante.

Art. 24. Les parties non justifiées des subventions doivent être remboursées à l'Office conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003 'fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes' et à l'article 61, 3^o et 5^o, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 25. Les organismes agréés et subsidiés se soumettent à l'inspection comptable de l'Office. Ils tiennent à sa disposition un récapitulatif des recettes et dépenses et tous les originaux des justificatifs utiles.

CHAPITRE 8. — *Procédure de retrait d'agrément*

Art. 26. Un service de support, un service opérationnel et un opérateur de formation peut se voir retirer son agrément :

1^o s'il ne respecte pas les missions qui lui incombent par ou en vertu des dispositions du décret et du présent arrêté, y compris les activités précisées annuellement dans les plans d'activités visés aux articles 4 et 5, ou, le cas échéant, l'offre de formation visée à l'article 19.2;

2^o s'il ne respecte pas les conditions d'agrément fixées par le présent arrêté;

3^o s'il n'utilise pas les subventions qui lui sont accordées conformément aux conditions du présent arrêté;

4^o s'il n'informe pas l'Office des changements qui interviendraient dans les données communiquées dans la demande initiale.

Art. 27. Dès qu'il constate un ou plusieurs manquements visés à l'article 26, l'Office notifie au service de support, au service opérationnel ou à l'opérateur de formation concerné une mise en demeure de se conformer dans les soixante jours de ce constat aux dispositions du décret et du présent arrêté.

Art. 28. A l'expiration du délai fixé à l'article 27 et après avoir entendu le service ou l'opérateur durant ce délai, l'Office statue sur les mesures prises par ce dernier suite à la mise en demeure. Si les mesures sont insuffisantes, l'Office procède au retrait de l'agrément et en informe le service/opérateur concerné par lettre recommandée maximum 15 jours après avoir statué.

Art. 29. Le retrait d'agrément met fin au droit aux subsides ainsi qu'à toute autre intervention de l'Office.

Art. 30. En cas de retrait d'agrément, la subvention définitive est adaptée pour couvrir le paiement de la partie des préavis minimums légaux supportés par le service de support, le service opérationnel ou l'opérateur de formation après la fin de l'agrément, à condition que l'utilisation conforme de la subvention définitive soit garantie et après déduction des trop-perçus de subvention, le cas échéant.

CHAPITRE 9. — *Procédure en cas de recours contre un refus d'agrément ou de retrait d'agrément pour les services de support, le service opérationnel et les opérateurs de formation.*

Art. 31. En cas de décision de refus ou de retrait d'agrément prise par l'Administrateur général de l'Office, conformément aux dispositions du règlement organique approuvé par l'arrêté du 1^{er} février 2017, le service ou l'opérateur de formation peut introduire un recours, par lettre recommandée, auprès du Conseil d'Administration de l'Office dans un délai de quinze jours prenant cours à dater de la notification de la décision.

Art. 32. Le Conseil d'administration peut entendre le requérant à la demande de ce dernier.

Art. 33. Le recours contre une décision de refus ou de retrait de l'agrément est suspensif.

Art. 34. Le Conseil d'administration statue sur le recours dans un délai de trente jours à dater de l'introduction du recours et informe le requérant par courrier recommandé dans les 15 jours qui suivent la décision du conseil d'administration. Les périodes de congé scolaire ne sont pas retenues dans ce délai.

CHAPITRE 10. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 35. Les services de support et le service opérationnel feront l'objet d'un premier appel à candidatures dans les trente jours d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 36. Le présent arrêté entre vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 février 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/30419]

11 FEBRUARI 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap houdende erkenning en subsidiëring van de ondersteuningsdiensten op het gebied van preventieve geneeskunde en gezondheidspromotie, van de operationele dienst op het gebied van de bevordering van de mondgezondheid en van de opleidingsoperatoren op het gebied van de gezondheidspromotie op school

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op de wet van 16 mei 2003 houdende de algemene bepalingen die van toepassing zijn op de begrotingen, de controle van de dotaties en de rekeningen van de gemeenschappen en gewesten, alsook op de organisatie van de controle van het Rekenhof;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende de organisatie van de begroting en van de rekeningen van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, artikel 61, 3^o en 5^o;

Gelet op het voorstel van de Raad van Bestuur van O.N.E.;

Gelet op de "gendertest" van 11 december 2020, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie Financiën, uitgebracht op 8 december 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 17 december 2020;

Gelet op het overleg waarin is voorzien door de raamovereenkomst voor samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie inzake intra-Franstalig overleg over gezondheid en hulp aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden van toepassing zijn;

Gelet op advies nr. 68.535/4 van de Raad van State, uitgebracht op 18 januari 2021, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het van belang is dat de door O.N.E. uitgevoerde programma's voor preventieve geneeskunde en het gezondheidspromotiesbeleid op school de ervaring en de steun van externe diensten kunnen genieten naar gelang van de door O.N.E. vastgestelde behoeften;

Overwegende het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort "O.N.E.", artikel 3;

Op de voordracht van de minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder:

1^o decreet: het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort "O.N.E.";

2^o Office (O.N.E.): Office de la Naissance et de l'Enfance;

3° Ondersteuningsdienst : de dienst bedoeld in artikel 4, § 1 van dit besluit;

4° Operationele dienst voor mondzorg : de dienst die erkend is in de zin van dit besluit met betrekking tot de uitvoering van de transversale opdracht inzake de bevordering van mondgezondheid;

5° Opleidingsoperator: de dienst die opleidingen organiseert voor de PSE-teams bedoeld in 7°;

6° PSE: de bevordering van de gezondheid op school, zoals bedoeld in het decreet van 14 maart 2019 betreffende de gezondheidspromotie op school en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten;

7° PSE-teams: de diensten voor gezondheidspromotie op school die erkend zijn overeenkomstig het decreet van 14 maart 2019 betreffende de gezondheidspromotie op school en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten en de psycho-medisch-sociale centra die georganiseerd of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap en waarvan de opdrachten gedefinieerd zijn in artikel 6 van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, de programma's en activiteitenverslagen van de psycho-medisch-sociale centra, die ook de opdrachten uitvoeren die voorzien zijn in het decreet betreffende de gezondheidspromotie op school en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten ten voordele van de scholen, hogescholen en hogere kunstscholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. O.N.E. kan gedurende vier jaar ondersteuningsdiensten en een operationele dienst voor mondzorg goedkeuren en subsidiëren.

Art. 3. O.N.E. kan voor een periode van vijf jaar opleidingsoperatoren op het gebied van de PSE erkennen en subsidiëren. De datum waarop de erkenning van kracht wordt, wordt bij de beslissing vastgesteld.

HOOFDSTUK 2. — *Opdrachten van de ondersteuningsdiensten en de operationele dienst voor mondzorg*

Art. 4. § 1. Ondersteuningsdiensten zijn instellingen of diensten die tot opdracht hebben logistieke en methodologische steun te verlenen op een of meer van de volgende gebieden binnen het kader van de opdrachten van O.N.E. :

1° ondersteuning van O.N.E. in het kader van de PSE voor een of meer van de volgende acties: ontwikkeling, planning, uitvoering, evaluatie van het gezondheidsbeleid en de gezondheidsprogramma's van O.N.E. voor de PSE-sector.

Deze steun kan de vorm innemen van methodologische ondersteuning, het ter beschikking stellen van externe expertise op het gebied van politieke wetenschappen en participatiemethodologieën, en het gebruik van instrumenten;

2° documentatie :

a) het bevorderen van de toegang tot wetenschappelijke en professionele informatie en documentatie over gezondheidspromotie in verband met de opdrachten van O.N.E.;

b) het integreren van de middelen van O.N.E. in de gemeenschappelijke portaalsite en catalogus;

c) de documentatie over gezondheidspromotie bijhouden en de resultaten via de door O.N.E. vastgestelde communicatiemiddelen aan de PSE-teams doorgeven;

d) het verwerken en gebruiken van de beschikbare wetenschappelijke informatie op het gebied van de gezondheidspromotie in het kader van de opdrachten van O.N.E.: het verrichten van wetenschappelijke literatuuronderzoeken over onderwerpen en praktijken die verband houden met de gezondheidspromotie en de onder de bevoegdheid van O.N.E. vallende gebieden, en het samenstellen van documentatieverzamelingen over onderwerpen die verband houden met de onder de bevoegdheid van O.N.E. vallende gebieden;

3° communicatie. De volgende gebieden zijn ontwikkeld:

a) het informeren van de PSE-teams in samenwerking met O.N.E.;

b) deskundigheid op het gebied van voorlichting en animatie inzake gezondheidscommunicatie in het kader van de opdrachten van O.N.E.. Steun voor de ontwikkeling van instrumenten, symposia en voorlichtingssessies in verband met de gezondheid van het publiek van O.N.E.. Deelname aan werkgroepen over door O.N.E. behandelde gezondheidsthema's;

c) ondersteuning en beheer van websites over gezondheidskwesties die onder de bevoegdheid van O.N.E. vallen: opzetten, bouwen, onderhouden en evalueren van sites in samenwerking met O.N.E.;

d) steun voor het opzetten van gezondheidsvoorlichtings- en bewustmakingscampagnes in het kader van de opdrachten van O.N.E.. Opzet, uitvoering en evaluatie van campagnes;

4° onderzoek of gegevensanalyse:

a) uitvoering van het Franstalige Belgische deel van het gezondheidsgedrag bij schoolgaande kinderen (Health Behaviour in School-aged Children, HBSC), dat om de vier jaar onder auspiciën van de WHO wordt uitgevoerd, zo nodig in samenwerking met andere deelstaten die bevoegd zijn op het gebied van gezondheidspromotie;

b) verzameling van gezondheidsgegevens over het PSE in samenwerking met O.N.E.: kwaliteitscontrole en correcties, feedback aan de PSE-teams, analyse van de gegevens, technische ondersteuning bij de bestudering van de punten in de verzameling, bestudering van de indicatoren in samenwerking met het stuurcomité voor de verzameling;

c) ondersteuning/expertise op het gebied van kwantitatieve en kwalitatieve gezondheidsanalyse: technische en wetenschappelijke ondersteuning bij de uitvoering van epidemiologische onderzoeken en studies die door O.N.E. worden uitgevoerd.

§ 2. Deze ondersteuning wordt verleend aan O.N.E. en aan de door O.N.E. aangewezen externe diensten. De ondersteuningsdiensten werken nauw samen met O.N.E..

§ 3 De activiteiten en opdrachten die bijdragen tot de verwezenlijking van de opdrachten van elke dienst worden door O.N.E. in overleg met de dienst in de vorm van een jaarlijks activiteitenplan vastgesteld. Het activiteitenplan omvat :

a) een beschrijving van de activiteiten en opdrachten die bijdragen tot de verwezenlijking van de opdrachten;

b) een beschrijving van de te leveren prestaties;

c) een schema van de activiteiten;

d) de totale kosten voor het jaar, gespecificeerd per activiteit.

§ 4 O.N.E. kent de dienst een subsidie toe voor de uitvoering van de jaarlijkse activiteiten.

Voor activiteiten die van jaar tot jaar identiek zijn, wordt het bedrag van de subsidie geïndexeerd volgens de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het jaar waarin de indexerings wordt toegepast en dat van de maand januari van het eerste jaar waarop het jaarlijkse activiteitenprogramma betrekking heeft.

In ieder geval kan het geïndexeerde bedrag nooit lager zijn dan de subsidie van het voorgaande jaar.

Art. 5. § 1. De opdracht van de operationele dienst voor mondzorg is de ontwikkeling van een programma voor de preventie en bevordering van de mondgezondheid bij kinderen, adolescenten, jonge volwassenen en zwangere vrouwen. De volgende doelstelling wordt nagestreefd: het verbeteren of op peil houden van de mondgezondheid van de doelgroepen, met als hoofddoel de sociale ongelijkheden op het gebied van de gezondheid te verminderen.

De volgende actiepunten worden ten uitvoer gelegd:

- bewustmaking van het grote publiek;
- bewustmaking in belangrijke actiecentra die voor kinderen zorgen (scholen, kinderopvang, medische consultaties, enz.) met de nadruk op de vermindering van sociale ongelijkheden op gezondheidsgebied;
- opleiding voor professionele tussenpersonen die met kinderen werken (de medisch-sociale werkers van O.N.E., de consultatieartsen van O.N.E., de verzorgers in de kinderopvangmilieus, de PES-dienst, tandartsen, huisartsen, enz.) De werknemers van O.N.E. en van de PSE-diensten hebben voorrang;
- het ontwerpen en produceren van communicatie- en bewustmakingsinstrumenten voor gezinnen en ook voor professionele tussenpersonen, in samenwerking met O.N.E.;
- de deelname aan ontmoetings- en uitwisselingsfora voor beroepstussenpersonen;
- de ontwikkeling van indicatoren om de tandheelkundige gezondheid van schoolgaande kinderen en kinderen in een O.N.E.-omgeving te monitoren;
- de vaststelling van nieuwe prioriteiten, inzonderheid wat betreft het doelpubliek, het overdrachtspubliek en de gezondheidsbehoeften;
- de ontwikkeling van bijgewerkte aanbevelingen voor de mondgezondheid van kinderen en adolescenten;
- het epidemiologisch toezicht op de mondgezondheid, inzonderheid in relatie tot de sociaal-economische gegevens van het RIZIV;
- contacten met het RIZIV om rekening te houden met de behoeften op het gebied van preventieve mondhygiëne.

§ 2 De activiteiten en opdrachten die bijdragen tot de verwezenlijking van de opdrachten van de operationele dienst voor mondzorg worden door O.N.E., in overleg met de dienst, gedetailleerd in de vorm van een jaarlijks activiteitenplan. Het activiteitenplan omvat :

- a) een beschrijving van de jaarlijkse activiteiten die bijdragen tot de verwezenlijking van de opdrachten;
- b) een beschrijving van de te leveren prestaties;
- c) een schema van de activiteiten;
- d) de totale kosten voor het jaar, gespecificeerd per activiteit.

§ 3 O.N.E. kent de dienst een subsidie toe voor de uitvoering van de jaarlijkse activiteiten.

Voor activiteiten die van jaar tot jaar identiek zijn, wordt het bedrag van de subsidie geïndexeerd volgens de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het jaar waarin de indexerings wordt toegepast en dat van de maand januari van het eerste jaar waarop het jaarlijkse activiteitenprogramma betrekking heeft.

In ieder geval kan het geïndexeerde bedrag nooit lager zijn dan de subsidie van het voorgaande jaar.

HOOFDSTUK 3. — *Opdrachten van opleidingsoperatoren*

Art. 6. Ten minste om de vijf jaar stelt de regering, op basis van een voorstel van O.N.E., een programma op voor bij- en nascholing van vakmensen in de PSE-sector.

O.N.E. doet zijn voorstel uiterlijk op 31 december van het jaar dat aan de start van het programma voorafgaat aan de regering toekomen.

Het programma wordt opgesplitst in jaarplannen die door O.N.E. worden opgesteld.

Het programma is gericht op het niveau van de basisconcepten die tijdens de initiële opleiding voor PSE-beroepspersonen zijn verworven.

Dit programma kan het onderwerp zijn van een gezamenlijke presentatie met de programma's van andere beroepsbeoefenaren in de kindersector.

De uitvoering van het programma wordt toevertrouwd aan de volgende opleidingsoperatoren: op grond van dit besluit erkende opleidingsoperatoren en onderwijsinstellingen die gemachtigd zijn diploma's en getuigschriften af te geven op het gebied van gezondheids promotie.

Art. 7. De opleidingsoperatoren hebben tot opdracht om, in samenhang met het opleidingsprogramma en de daaruit voortvloeiende jaarplannen, modules voor permanente opleiding voor PSE-beroepspersonen voor te stellen en uit te voeren, met inbegrip van theoretische en praktische opleiding inzake kennis en vaardigheden die verband houden met hun opdrachten.

HOOFDSTUK 4. — *Voor alle opleidingsoperatoren gemeenschappelijke voorwaarden en erkenningsprocedure*

Art. 8. De opleidingsoperator moet een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon zonder winstoogmerk zijn.

De opleider mag geen banden hebben met commerciële of farmaceutische bedrijven.

Art. 9. De opleidingsoperator eerbiedigt de waarden van O.N.E. zoals omschreven in de beheersovereenkomst van O.N.E. bedoeld in artikel 26 van het decreet, volgt de door of met O.N.E. gekozen strategische beleidslijnen en werkt in overleg en doorzichtigheid met O.N.E. en met de begunstigden.

Art. 10. O.N.E. bevestigt binnen 15 dagen na ontvangst per e-mail de ontvangst van het verzoek om erkenning.

Art. 11. O.N.E. wordt onverwijld in kennis gesteld van elke wijziging van de in het oorspronkelijke verzoek verstrekte gegevens.

HOOFDSTUK 5. — *Specificiteit van de ondersteuningsdiensten en de operationele dienst voor mondzorg: voorwaarden en machtigingsprocedure*

Art. 12. De dienst moet ten minste drie jaar ervaring hebben op het gebied (of de gebieden) waarvoor erkenning wordt aangevraagd.

Art. 13. De dienst antwoordt binnen twee maanden na de datum van bekendmaking via de communicatienetwerken van O.N.E. en de sector gezondheids promotie op een door O.N.E. georganiseerde en via de communicatienetwerken van O.N.E. en de sector gezondheids promotie verspreide openbare oproep tot het indienen van voorstellen.

Deze openbare oproep wordt om de vier jaar gedaan, 12 maanden voor het verstrijken van de erkenningen.

De oproep tot het indienen van aanvragen stelt de externe diensten in staat hun diensten aan te bieden voor een of meer van de in de artikelen 4 en 5 omschreven opdrachten.

Art. 14. Op basis van deze oproep dient de dienst bij O.N.E. een aanvraag tot erkenning in voor een of meer van de in artikel 4, lid 1, genoemde gebieden en voor de in artikel 5, lid 1, genoemde opdracht.

De aanvraag omvat :

a) de naam, het adres, het bedrijfsnummer, de samenstelling van de bestuursorganen, de persoon die belast is met het dagelijks beheer, de bankrekening van de dienst;

b) een beschrijving van het team en de opgedane ervaring. Wanneer een dienst reeds een machtiging voor deze opdracht heeft verkregen, neemt hij in voorkomend geval een zelfevaluatie in zijn aanvraag op;

c) een beschrijving van wat hij kan bijdragen tot de uitvoering van de opdrachten waarvoor hij zich kandidaat stelt.

Aan de hand van de door de kandidaat ingediende beschrijving moet O.N.E. de capaciteit en de bekwaamheid van de dienst kunnen beoordelen om de opdrachten uit te voeren met inachtneming van het decreet, de beheersovereenkomst van O.N.E. en dit besluit.

Art. 15. O.N.E. vergewist zich ervan dat de dienst voldoet aan de verwachte opdrachten en neemt een beslissing over de aanvraag binnen een termijn van 120 dagen, te rekenen vanaf de uiterste datum die in de oproep tot het indienen van aanvragen voor de indiening van aanvragen is vastgesteld. O.N.E. stelt de dienst onmiddellijk per e-mail van deze beslissing in kennis.

Art. 16. O.N.E. mag per gebied als bedoeld in artikel 4, § 1, en voor de opdracht als bedoeld in artikel 5, § 1, slechts één dienst erkennen op basis van de volgende criteria:

a) deskundigheid op het gebied waarvoor de dienst zich aanmeldt, inzonderheid basiskwalificaties en -ervaring.

b) de relevantie en consistentie van de werkonderrichtingen van de dienst met betrekking tot de inhoud van dit besluit.

HOOFDSTUK 6. — *Specifieke kenmerken van opleidingsoperatoren: voorwaarden en erkenningsprocedure*

Art. 17. § 1. Uiterlijk op 1 maart van het jaar waarin het in artikel 6 bedoelde bij- en nascholingsprogramma begint, dienen opleidingsoperatoren een aanvraag tot erkenning in overeenkomstig een door O.N.E. opgesteld en op de website van O.N.E. gepubliceerd aanvraagformulier.

§ 2 Samen met de erkenningsaanvraag dient de operator een subsidieaanvraag voor het eerste jaar van activiteit in.

§ 3 Elk jaar stellen de erkende opleidingsoperatoren uiterlijk op 1 maart een nieuwe subsidieaanvraag voor het volgende jaar voor, overeenkomstig het in artikel 6 bedoelde bij- en nascholingsprogramma en het jaarplan.

Art. 18. Opleidingsactoren en de in hun programma opgenomen opleidingsmodules worden voor erkenning en subsidiëring geselecteerd volgens de criteria die zijn beschreven in het in artikel 6 bedoelde bij- en nascholingsprogramma.

Art. 19. Het erkenningsdossier dat moet worden ingediend, omvat :

1. De presentatie van de opleidingsoperator, waaronder inzonderheid :

a) de naam, het adres, het bedrijfsnummer, de samenstelling van de bestuursorganen, de persoon die belast is met het dagelijks beheer, de bankrekening van de operator;

b) een beschrijving van de doelstellingen en methodologieën;

c) een verslag over de opleidingscursussen die in de PSE-sector zijn georganiseerd;

d) de identiteit en de kwalificaties van de opleidingsoperatoren die in de PSE-sector actief zijn.

2. De presentatie van zijn opleidingsaanbod, waaronder :

a) een algemene presentatie waaruit blijkt dat hij deelneemt aan het in artikel 6 bedoelde programma;

b) een beschrijving van de module(s) die de operator aan O.N.E. heeft verstrekt op basis van een gestandaardiseerd schema dat door O.N.E. is vastgesteld en op zijn website is bekendgemaakt. De betrokken perioden voor de voltooiing van het opleidingsprogramma door de operator, en van de daarin opgenomen modules, beginnen op 1 oktober en eindigen op 30 september.

Art. 20. O.N.E. neemt uiterlijk op 31 mei van het jaar waarin de in artikel 6 bedoelde bij- en nascholing begint, een beslissing over het verzoek om erkenning. O.N.E. stelt de opleidingsoperator onmiddellijk per e-mail in kennis van deze beslissing.

Art. 21. Elk jaar deelt de erkende opleidingsoperator O.N.E. uiterlijk op 15 mei de precieze inhoud mee van de opleidingsmodule(s) die voor het volgende jaar is/zijn gepland. Het bevat dezelfde elementen als die welke vereist zijn in het erkenningsdossier uit hoofde van artikel 19, lid 2, voor het eerste jaar.

HOOFDSTUK 7. — *Subsidies*

Art. 22. § 1. O.N.E. kent aan elke erkende ondersteuningsdienst en operationele dienst voor mondzorg een jaarlijkse subsidie toe om de uitvoering mogelijk te maken van het activiteitenplan waarmee de opdrachten in het kader van de erkenning kunnen worden vervuld.

Deze subsidie wordt gebruikt ter dekking van de exploitatiekosten, de aanschaf van apparatuur en de personeelskosten.

§ 2 De diensten mogen geen vergoeding van derden verlangen voor de diensten die zij verrichten in het kader van de hun toevertrouwde opdrachten.

§ 3 De wijze van betaling van de subsidie wordt elk jaar bij de opstelling van het activiteitenplan door O.N.E. aan de dienst gespecificeerd.

Art. 23. § 1. O.N.E. verleent subsidie aan erkende opleidingsoperatoren op basis van jaarlijks ingediende opleidingsvoorstellen die door O.N.E. worden geselecteerd aan de hand van de criteria die zijn vastgesteld in het in artikel 6 bedoelde programma voor permanente opleiding.

Deze subsidie zal worden gebruikt ter dekking van de exploitatiekosten, de aanschaf van apparatuur en de personeelskosten.

§ 2 De aan de opleidingsoperatoren toegekende forfaitaire subsidies worden vastgesteld in de beheersovereenkomst van O.N.E. bedoeld in artikel 26 van het decreet.

§ 3 De subsidie bestaat uit een jaarlijkse enveloppe die wordt berekend op basis van dagelijkse forfaitaire bedragen, vermenigvuldigd met het aantal opleidingsdagen dat binnen de opleidingsmodules is gepland, zoals de opleidingsoperator in zijn presentatie als bedoeld in artikel 19 heeft aangegeven en door O.N.E. wordt bewaard.

§ 4 De subsidie wordt jaarlijks uitgekeerd en bestrijkt een periode van oktober tot september van het volgende jaar.

Art. 24. Ongerechtvaardigde gedeelten van de subsidies moeten aan O.N.E. worden terugbetaald overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 houdende de algemene bepalingen die van toepassing zijn op de begrotingen, de controle van de subsidies en de rekeningen van de gemeenschappen en gewesten, alsmede op de organisatie van de controle van het Rekenhof en artikel 61, 3° en 5°, van het decreet van 20 december 2011 houdende de organisatie van de begroting en van de rekeningen van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap.

Art. 25. Erkende en gesubsidieerde instellingen onderwerpen zich aan het boekhoudkundige toezicht van O.N.E.. Zij houden een overzicht van de ontvangsten en uitgaven en alle originelen van de desbetreffende bewijsstukken ter beschikking.

HOOFDSTUK 8. — *Procedure voor de intrekking van de erkenning*

Art. 26. Van een ondersteuningsdienst, een operationele dienst en een opleidingsoperator kan de erkenning worden ingetrokken:

1° indien hij de opdrachten die hem bij of krachtens de bepalingen van het decreet en dit besluit zijn opgelegd, niet naleeft, met inbegrip van de activiteiten die jaarlijks worden gespecificeerd in de activiteitenplannen bedoeld in de artikelen 4 en 5, of, in voorkomend geval, het opleidingsaanbod bedoeld in artikel 19.2;

2° indien het niet voldoet aan de bij dit besluit gestelde voorwaarden voor erkenning;

3° indien hij de hem toegekende subsidies niet gebruikt overeenkomstig de voorwaarden van dit besluit;

4° indien hij O.N.E. niet in kennis stelt van wijzigingen in de in de oorspronkelijke aanvraag verstrekte gegevens.

Art. 27. Zodra O.N.E. een of meer tekortkomingen als bedoeld in artikel 26 vaststelt, stelt het de betrokken ondersteuningsdienst, operationele dienst of opleidingsoperator in kennis van een ingebrekestelling om binnen zestig dagen na deze vaststelling te voldoen aan de bepalingen van het decreet en van dit besluit.

Art. 28. Na het verstrijken van de in artikel 27 gestelde termijn en na de dienst of de operator gedurende deze termijn te hebben gehoord, doet O.N.E. uitspraak over de maatregelen die laatstgenoemde naar aanleiding van de ingebrekestelling heeft genomen. Indien de maatregelen ontoereikend zijn, trekt O.N.E. de vergunning in en stelt de betrokken dienstverlener/operator daarvan uiterlijk 15 dagen na het nemen van zijn beslissing bij aangetekend schrijven in kennis.

Art. 29. Door de intrekking van de erkenning vervalt het recht op subsidies en elke andere tussenkomst van O.N.E..

Art. 30. In geval van intrekking van de erkenning wordt de definitieve subsidie aangepast ter dekking van de betaling van het gedeelte van de wettelijke minimumopzegtermijnen dat ten laste komt van de ondersteuningsdienst, de operationele dienst of de opleidingsoperator na het verstrijken van de erkenning, op voorwaarde dat het correcte gebruik van de definitieve subsidie is gewaarborgd en na aftrek van eventueel te veel betaalde subsidie.

HOOFDSTUK 9. — *Procedure in geval van beroep tegen een weigering van erkenning of een intrekking van erkenning voor ondersteuningsdiensten, de operationele dienst en de operatoren van opleidingen*

Art. 31. In geval van een beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning, genomen door de administrateur-generaal van O.N.E., overeenkomstig de bepalingen van het organiek reglement, goedgekeurd bij het besluit van 1 februari 2017, kan de ondersteuningsdienst of de opleidingsoperator bij aangetekend schrijven beroep aantekenen bij de raad van bestuur van O.N.E., en dit binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de datum van kennisgeving van de beslissing.

Art. 32. De raad van bestuur kan de verzoeker op diens verzoek horen.

Art. 33. Een beroep tegen een beslissing tot weigering of intrekking van een erkenning heeft schorsende werking.

Art. 34. De raad van bestuur neemt een beslissing over het beroep binnen 30 dagen na de datum waarop het beroep is ingesteld en stelt de aanvrager binnen 15 dagen per aangetekende brief in kennis van de beslissing van de raad van bestuur. Perioden van schoolverlof mogen niet binnen deze periode worden opgenomen.

HOOFDSTUK 10. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 35. Voor de ondersteuningsdiensten en de operationele dienst wordt een eerste oproep tot het indienen van aanvragen gedaan binnen 30 dagen na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 36. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 11 februari 2021.

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Volksgezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/30431]

11 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la mise en œuvre des plans d'actions triennaux de la prévention par les conseils de prévention

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, article 9, 2°, 3° et 4°;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 février 2013 relatif à la mise en œuvre de la prévention générale par les conseils d'arrondissement de l'Aide à la Jeunesse;

Vu les avis du Conseil communautaire de la prévention, de l'Aide à la Jeunesse et de la protection de la jeunesse, donnés les 27 octobre 2020 et 9 novembre 2020;

Vu la demande adressée le 16 novembre 2020 à la concertation intra-francophone, en application des articles 12 et 13, de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Vu le test genre du 18 mai 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2020;

Vu l'avis n° 68.533/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. - Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Code : le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'Aide à la Jeunesse et de la protection de la jeunesse;

2° conseil : le conseil de prévention visé à l'article 6 du Code;

3° plan d'actions : le plan d'actions visé à l'article 7, alinéa 2, 2°, du Code;

4° chargé de prévention : le fonctionnaire visé à l'article 10 du Code;

5° territoire concerné : les divisions, les arrondissements qui ne sont pas constitués de divisions, et territoires déterminés en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Code.

CHAPITRE 2. - Diagnostic social

Art. 2. Le diagnostic social prévu à l'article 7, alinéa 2, 1°, du code est présenté selon une grille définie par le Ministre et s'appuie, à minima, sur les éléments suivants :

1° un ensemble de données relatives à la situation socio-économique du territoire concerné et à la couverture de ce dernier par des services mettant en œuvre des actions au profit des jeunes et de leur famille notamment les plus vulnérables;

2° le projet du chargé de prévention;

3° les constats issus du bilan des actions menées et de l'évaluation de la prévention tels que visés à l'article 7, alinéa 2, 5°, du Code;

4° une synthèse des diagnostics sociaux élaborés par les services d'actions en milieu ouvert en vertu de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions en milieu ouvert, comprenant notamment un recensement des actions proposées à l'attention du conseil;

5° les constats relayés par les membres du conseil autres que les représentants des services d'actions en milieu ouvert;

6° les constats communiqués au chargé de prévention ou au conseil par des acteurs relevant d'autres secteurs que ceux représentés au sein du conseil et permettant d'apporter un éclairage sur les situations de vulnérabilité vécues par les jeunes.

Le diagnostic social énonce les priorités que le conseil souhaite rencontrer par le biais de son plan d'actions. Chaque priorité identifie le groupe social concerné, définit le domaine de l'environnement social sur lequel le conseil entend agir et précise les effets recherchés.